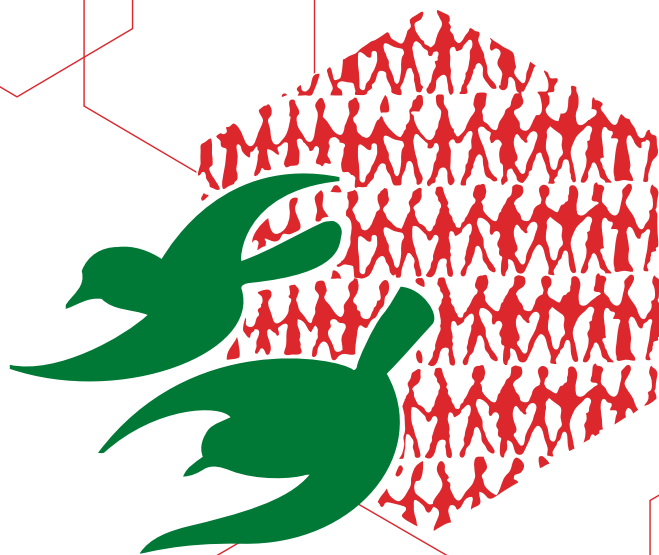


Croissance démographique et urbanisation

Politiques de peuplement et aménagement du territoire

Séminaire international de Rabat (15-17 mai 1990)



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE

AIDELF

Localisation centrale et potentiel démographique pour l'analyse des comportements différentiels de croissance urbaine : le cas de la Toscane

Odo BARSOTTI*, Marco BOTTAI** et Marco COSTA**

* Institut de Sociologie, Pise, Italie

** Département de Statistiques et de Mathématiques, Université de Pise, Italie

1.- Ce travail se place dans la perspective d'approfondir ultérieurement le thème de la distribution territoriale de la population en Italie, de l'après-guerre à nos jours. Dans un sens plus large, on entend confronter encore une fois (O. Barsotti et M. Botta, 1988), mais avec des instruments plus appropriés, les problématiques de l'urbanisation-contre-urbanisation. Nous voulons ici apporter une contribution convaincante à la querelle enflammée entre ceux qui interprètent les récentes dynamiques démographiques comme une rupture avec les modèles traditionnels d'urbanisation et ceux qui, au contraire, les considèrent comme des réalisations modernes des mêmes processus qui ont déterminé la concentration urbaine (J.L. Berry, 1976; D.R. Vining et A. Strauss, 1977; D.R. Vining et T. Kontuly, 1978; P. Gordon, 1979; P. Hall et D. Hay, 1980; G. Dematteis, 1985).

En d'autres termes, pour un pays comme l'Italie, la véritable question, en nous référant au modèle de van den Berg (1982), est de savoir si l'éventuel dépassement de la phase d'urbanisation ou « nodalisation » (M. Termote s'est arrêté au stade de la sub-urbanisation ou « métropolisation », ou si, au contraire, il a abouti à la contre-urbanisation.

Le problème pour nous n'est pas celui du modèle théorique, mais celui de sa vérification empirique. Le nœud de la question est donc de trouver une taxonomie valable pour les localités habitées, capable au moins de distinguer de façon efficace les localités centrales des localités suburbaines et, surtout, les localités suburbaines des localités périphériques. En écartant, a priori, les classifications qu'on peut déduire de la division hiérarchico-administrative, et, en l'absence de classifications officielles de systèmes territoriaux fonctionnels (zones métropolitaines), nous avons fait référence, dans un travail précédent (O. Barsotti et M. Botta, 1988), à une classification des communes italiennes en bassins gravitationnels. Cette classification, qui semblait la moins inadaptée, permettait de distinguer à l'intérieur de zones de gravitation commerciale, des sous-zones de niveau hiérarchique inférieur; nous obtenions ainsi quatre catégories de localités : centre de zone, centres de sous-zones, communes de la zone et communes des sous-zones (G. Tagliacarne, 1973). La classification, bien que grossière, a fait entrevoir la validité du modèle théorique, mais a mis en évidence les limites d'un découpage territorial insuffisamment fin. En particulier, elle n'a pas permis de faire une distinction appropriée entre les zones suburbaines et périurbaines et les zones de plus en plus marginales. Par conséquent, l'analyse effectuée, tout en constituant un progrès par rapport aux études menées sur ce sujet en Italie, a laissé subsister des doutes quant à l'interprétation de certains phénomènes comme des symptômes de suburbanisation ou de contre-urbanisation.

C'est ainsi qu'est née l'idée de rechercher tout d'abord une mesure appropriée de l'urbanité/centralité des localités habitées.

Dans la détermination de cette mesure, nous avons décidé de n'avoir recours qu'à des variables démographiques et géographiques. Nous sommes bien sûr conscients que de nombreux éléments de nature variée (économique, sociale, infrastructurelle) qualifient une localité de plus ou moins centrale; nous estimons néanmoins que le volume démographique et la position dans le réseau urbain suffisent pour résumer tous ces éléments.

2.- Un critère d'interprétation que donne la littérature est celui du potentiel démographique⁽¹⁾. Le potentiel démographique (W_i) d'une localité i peut donc se mesurer ainsi :

$$W_i = P_i + \sum_k P_k d_{ik}^{-\beta}$$

où : P_i est la population résidant dans la localité i , P_k est la population d'une localité autre que i , d_{ik} est la distance, mesurée selon quelque critère que ce soit, entre les localités i et k , et β est un paramètre, à évaluer, qui exprime la friction de la distance.

Dans le modèle illustré, la fonction de distance à prendre semble être un point critique : il n'est pas du tout dit que :

$$f(d) = d^{-\beta}$$

soit la fonction la plus adaptée pour exprimer la diminution de l'interaction avec la distance. Certains (A.D. Cliff, 1979; P. Hagget et al., 1977; N. Wrigley et R.J. Bennet, 1981) jugent plus appropriée la fonction logistique. Le modèle serait alors exprimé de la façon suivante :

$$f(d) = 1 - \frac{1}{1 + Ke^{-\alpha d}}$$

Mais même en prenant la première fonction illustrée, il s'agit d'évaluer la valeur à donner à β , constante qui exprime la friction de la distance. Alors que, jusqu'il y a quelques décennies, un β égal ou presque à 2 paraissait approprié, aujourd'hui, dans les régions économiquement développées, cette valeur paraît excessivement élevée. L'augmentation de la mobilité, grâce à des moyens privés ou publics⁽²⁾, a fait considérablement diminuer la friction de la distance. Une autre difficulté réside dans le fait que chaque type de la relation a son β moyen : les navettes pour le travail, pour l'école, les déplacements pour les achats, les loisirs, les affaires s'apprécient en fonction des différents impacts dissuasifs de l'espace à parcourir.

Selon ce critère, le degré d'urbanité/centralité des unités administratives (communes) ne dépendra pas seulement de leur plus ou moins grande taille, mais aussi de leur situation plus ou moins favorables, par rapport aux zones les plus centrales et les plus urbanisées du système territorial.

Au plan pratique, une grosse difficulté vient de la construction de la matrice des distances entre localités, quand - comme c'est le cas avec les 8000 communes italiennes - elles sont très nombreuses. En conséquence, mais aussi parce que nous considérons

(1) Pour une discussion plus poussée sur le potentiel démographique, voir, entre autres : P. Merlin (1973).

(2) Qu'on pense, par exemple, qu'en Toscane, en 1971, il y avait 25,2 voitures pour 100 habitants; ce chiffre a grimpé à 47,5 (1,3 par famille) 14 années après, en 1985.

cela comme une première phase d'expérimentation de la méthode, nous nous sommes limités pour le moment à analyser le système territorial toscan, comprenant 287 communes.

Dans cette étude, nous avons calculé le β moyen pour la région, en utilisant les données concernant l'attraction des localités en termes de navettes pour le travail entre toutes les communes de Toscane (IRPET, 1986). Ces données sont les seules disponibles se rapportant à l'attraction entre communes : donc, même si le phénomène des navettes, comme on vient de le dire, ne représente qu'une des formes d'interaction, il n'a pas été possible de faire mieux. Les travailleurs attirés par une commune ont été rapportés à la population active⁽³⁾ de la commune de départ. En ce qui concerne la distance, on a mesuré (en km) le trajet routier le plus court entre les chefs-lieux de commune ; nous n'avons pas pris en considération les routes étroites et malaisées et nous avons privilégié les parcours autoroutiers en réduisant la distance d'un tiers⁽⁴⁾. Donc l'équation :

$$N_{ik} = A_i * d_{ik}^{-\beta}$$

(où : N_{ik} = Navetteurs de i à k et A_i = Actifs résidant en i) a été résolue en posant β comme inconnue. On a ainsi obtenu $287 * 287 \beta$. On remarque que la matrice obtenue n'est pas symétrique par rapport à la diagonale, dans la mesure où β est différent dans les deux sens de la relation. En d'autres termes, la friction de la distance de i vers k est différente de celle de k vers i car, même si la distance est égale, les proportions de travailleurs attirés ne le sont pas. Un grand centre i attirera une grande partie des actifs d'un village k , donc de k à i la distance ne sera pas un élément important de dissuasion ; dans le sens inverse, seule une petite partie des actifs de i ira vers k , et alors la distance sera un élément de forte friction.

Cela semble d'autre part tout à fait cohérent avec la formulation « gravitationnelle » du discours.

La moyenne des $287 * 287 \beta$ s'est avérée être 1,12, donc une valeur relativement basse par rapport au 2 que divers géographes proposaient jusqu'à la période finissant il y a une vingtaine d'années.

Le β ainsi obtenu a été introduit dans la formule du potentiel qui a été calculé pour chaque commune.

En comparant les deux stéréogrammes (1 et 2) représentant respectivement la population et le potentiel de chaque commune⁽⁵⁾, la signification du potentiel comme indice de centralité paraît évident. Tandis que, sur le graphique de la population, bien peu de villes se distinguent des autres, sur le graphique du potentiel, on voit apparaître aussi les petits centres de la partie la plus développée de la région qui coïncide avec un réseau urbain très dense (grosso modo de Florence à la mer, et la partie plus septentrionale de la côte). En d'autres termes, alors que sur la figure 1 quelques îles seulement apparaissent, sur l'autre figure, on distingue « l'axe fort » tout entier de la Toscane.

⁽³⁾ On n'a pas tenu compte de la population active dans le secteur agricole, dans la mesure, où normalement, elle n'est pas sujette à de nombreuses navettes.

⁽⁴⁾ En ce qui concerne les îles de Toscane, reliées à la terre ferme par des « ferry-boats », on a majoré le temps du trajet de la moitié du temps moyen d'attente entre deux voyages successifs.

⁽⁵⁾ Les stéréogrammes ont été construits en représentant chaque commune de Toscane par un carré, en essayant de respecter le plus possible la position de la commune.

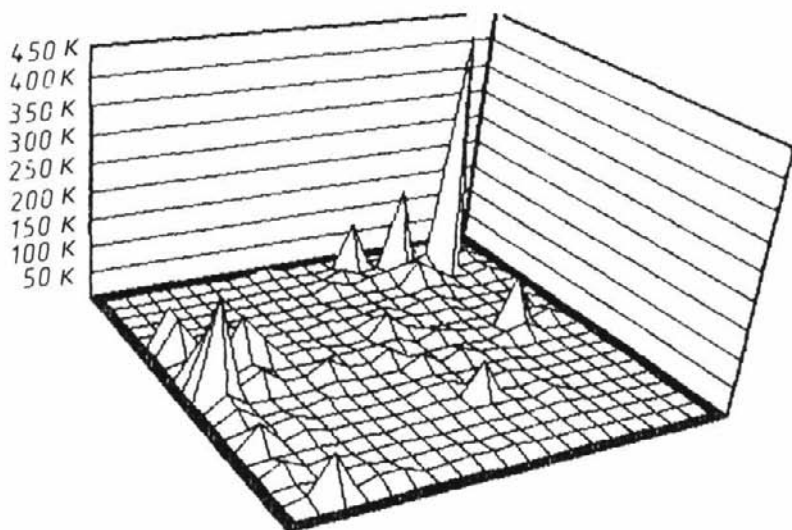


Figure 1.- Population des communes toscanes

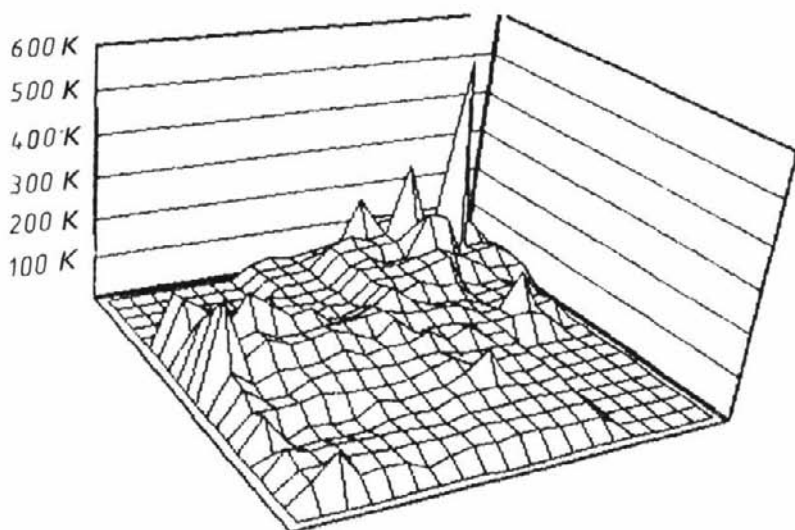


Figure 2.- Potentiel démographique des communes toscanes

L'objectif spécifique du travail est de mettre en relation la dynamique de la population et ses composantes naturelle et migratoire avec le potentiel démographique des différentes localités de la région, c'est-à-dire avec leur différent degré de centralité/urbanité.

En décomposant la période d'observation étalée sur presque quarante ans en quatre sous-périodes – trois situées entre les recensements (1951-61, 1961-71, 1971-81) et la dernière entre 1981 et 1988 – nous nous proposons de faire apparaître les phases de

développement du modèle urbain de la région toscane. En effet, la prise en considération du potentiel démographique permet d'orienter l'analyse sur une variable indépendante quantitative et continue qui, par rapport à la variable dimension démographique ou à d'autres variables construites artificiellement (auxquelles de nombreuses recherches font référence), donne une meilleure approximation des niveaux de centralité/marginalité des unités administratives, en conjuguant leur volume démographique et leur accessibilité. En effet, comme le montre la figure 3, le volume démographique explique seulement 52,5 % de la variabilité du potentiel. Le reste est dû à la variable accessibilité/centralité. Le potentiel démographique est donc la variable la plus adaptée pour vérifier les modèles de croissance urbaine les plus connus, en particulier pour différencier le stade de la suburbanisation du stade de la contreurbanisation.

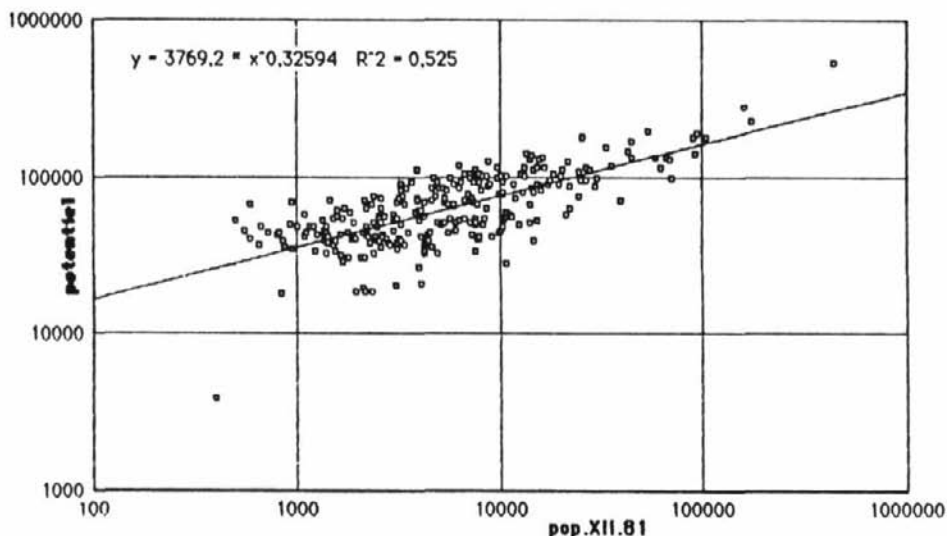


Figure 3.- Population et potentiel démographique des communes toscanes

3.- Des figures 4 on peut obtenir une première vision d'ensemble des relations entre croissance démographique et centralité. Pendant les années 1950 et 1960, la dichotomie est évidente entre les zones marginales (à faible potentiel démographique), pour lesquelles les taux de variation sont pratiquement tous négatifs, et les zones centrales (aux potentiels démographiques les plus élevés), qui enregistrent au contraire, en grande majorité, des taux de développement considérables. Cette dichotomie n'est plus perceptible à partir des années 1970.

Déjà pendant la décennie 1951-61, une relation positive plutôt évidente existe entre centralité et taux de croissance des diverses localités. Cette relation se renforce pendant la décennie suivante, la plus forte croissance démographique concernant non seulement le cœur des agglomérations urbaines mais également un nombre croissant de localités sub-urbaines caractérisées elles aussi par un fort potentiel. L'analyse effectuée par l'intermédiaire

du potentiel démographique, même à ce niveau, met en évidence que la suburbanisation constitue un stade ultérieur de concentration territoriale de la population.

Dans les années 1970 et 1980, la variabilité des taux de croissance s'atténue progressivement et la corrélation entre développement démographique et centralité s'annule substantiellement, signe que l'on a désormais dépassé le seuil de la suburbanisation.

Pour mieux synthétiser cela, on a classé les 287 communes de Toscane selon leur potentiel démographique. Comme li montre le tableau 1, les communes qui ont le plus fort degré de marginalité (pas plus de 50000 de potentiel démographique) représentent 36% du total, mais moins de 10% de la population régionale. Il s'agit donc de localités de petite dimension, mais surtout très peu accessibles par rapport aux grands nœuds et aux grands axes d'urbanisation. Elles occupent la large ceinture territoriale plus au Sud de la région (Maremma, bas Chianti et Casentino) et aussi les plus profonds bassins de la Lunigiana et de la Garfagnana au Nord.

La seconde classe de potentiel démographique (50000-80000) regroupe environ un tiers des communes toscanes et une population totale égale à 16% de l'ensemble de la région. Elle couvre des zones et des localités qui, par rapport aux précédentes, sont moins éloignées des zones plus densément peuplées.

La troisième classe (80000-100000) est formée de communes (13% du total régional aussi bien en termes de nombre que de population) qui correspondent d'un côté, à la troisième et plus lointaine ceinture périurbaine de la métropole florentine, et d'un

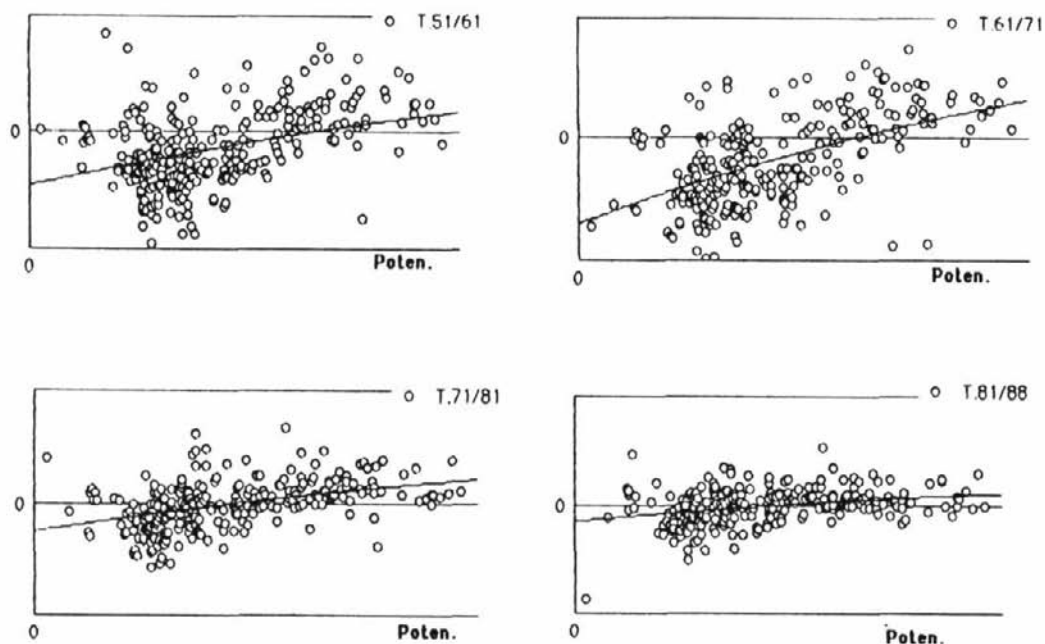


Figure 4.— Potentiel démographique et taux de variation des communes toscanes dans les 4 périodes examinées (détails)

TABLEAU 1.- NOMBRE DE COMMUNES ET POPULATION SELON LA CLASSE DE POTENTIEL DEMOGRAPHIQUE

Catégories de potentiel	Nombre de communes	Population (rec. '81)
Jusqu'à 50 mille	104	343 173
50 - 80 mille	93	578 831
80 - 100 mille	38	476 686
100 - 150 mille	42	951 700
150 - 200 mille	7	446 369
200 - 300 mille	2	335 961
Plus de 500 mille	1	448 331
Total	287	3 581 051

autre côté, à une série de localités aux caractéristiques semi-urbaines qui relie et complètent le grand triangle urbanisé de la Toscane Nord-Occidentale (Florence-Livourne-Carrare)

La classe de potentiel suivante (100000-150000) qui compte 15% des communes et 26% de la population de la région, présente déjà des typologies urbaines. Elle comprend, en effet, des chefs-lieux de province (Sienne et Arezzo) situés hors de la grande zone plus densément urbanisée, la seconde ceinture périphérique de la métropole florentine et la première bande des grandes villes (Livourne, Pise) enfin des agglomérations de petits et moyens centres qui, pris dans leur ensemble, produisent l'effet d'une ville; et sont insérés dans le grand système urbain toscan (agglomération de Versilia, Val di Nievole, Valdarno inferiore, Val d'Elsa).

Seulement 7 communes sur 287, mais avec une population égale à un huitième du total régional, forment la cinquième classe de potentiel (150000-200000). Il s'agit des trois villes de moyenne importance (Pise, Lucques et Pistoia) comprises dans le triangle plus urbanisé et de la première ceinture suburbaine de Florence, la plus concernée par le débordement du chef-lieu régional.

Nous mettons à part une catégorie qui regroupe les deux grandes villes de Prato et Livourne : leur plus grande centralité, par rapport aux villes comprises dans la classe de potentiel précédente, est à attribuer seulement à leur plus grande dimension.

Florence, enfin, est un cas en soi : un grand volume démographique et une localisation d'une grande accessibilité en font le centre dominant du système toscan et le cœur de la zone métropolitaine.

Si on examine maintenant (tableau 2 et figure 5) la relation entre degré de centralité (classes de potentiel) et taux moyen annuel de variation de la population pendant les périodes considérées, on observe ceci :

- Pendant la décennie 1951-61, la croissance démographique a surtout caractérisé les deux classes de plus fort potentiel (Florence, Livourne et Prato), tandis que les classes de plus faible potentiel enregistraient de lourdes pertes de population. Il peut sembler surprenant que la régression démographique ait surtout concerné, parmi les localités marginales, les moins en bordure (c'est-à-dire la seconde classe de potentiel plutôt que la première). Cela s'explique probablement, par le fait, que les zones extrêmes du système

TABLEAU.2.- TAUX MOYEN ANNUEL (p. 1000) DE VARIATION DE LA POPULATION PAR PERIODES ET PAR CATEGORIES DU POTENTIEL

Catégories de potentiel	1951-61	1961-71	1971-81	1981-88
Jusqu'à 50 mille	- 9,43	- 16,34	- 4,96	- 2,28
50 - 80 mille	- 11,33	- 7,00	2,02	0,72
80 - 100 mille	8,22	8,75	6,34	2,62
100 - 150 mille	8,75	12,10	6,06	1,26
150 - 200 mille	9,00	22,31	4,61	- 0,58
200 - 300 mille	21,29	15,45	5,49	0,70
Plus de 500 mille	15,26	4,76	- 2,09	- 9,90
Total	3,95	5,53	3,06	- 0,62

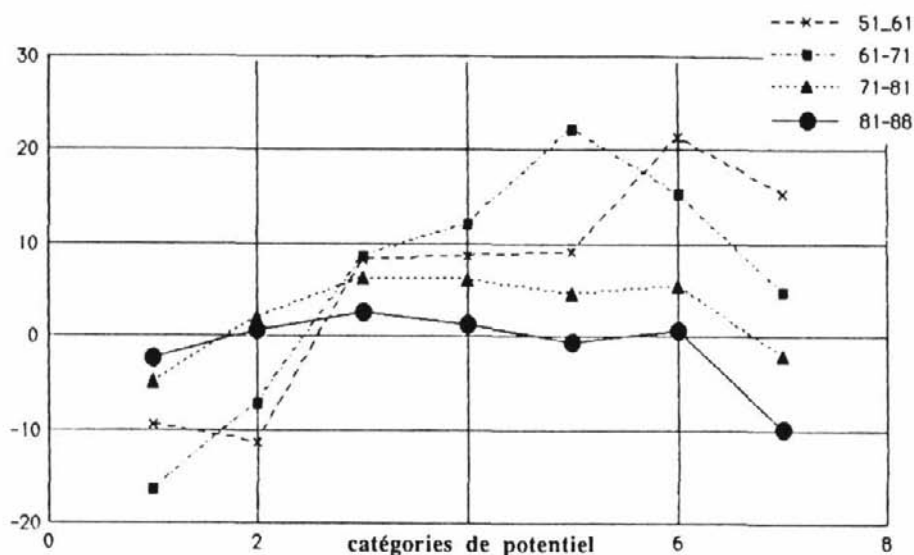


Figure 5.- Taux de variation (p. 1000) de la population par catégorie de potentiel

territorial étaient tellement en marge qu'elles ne percevaient même pas l'effet d'attraction des pôles urbains.

• Si l'on considère la décennie suivante (1961-71), on remarque un glissement des plus forts taux de croissance vers les localités moins centrales. C'est en effet la cinquième classe de potentiel (150 000-200 000) qui enregistre une exceptionnelle augmentation de population (22 p. 1000 en moyenne par an), tandis que le cœur métropolitain commence à montrer des signes de saturation, avec une forte décélération des rythmes de

croissance. Les zones marginales voient le processus d'érosion de la base démographique s'accroître, mais maintenant en leur sein, ce sont les localités plus en marge qui sont frappées par un véritable dépeuplement (- 16 p. 1 000 en moyenne par an).

- Le glissement des plus forts taux de croissance vers les localités moins centrales continue – bien que de façon moins évidente – pendant la décennie 1971-81. La troisième et la quatrième classe de potentiel (80 000-100 000 et 100 000-150 000) semblent maintenant privilégiées. Il s'agit des localités semi-urbaines et des localités moins urbanisées appartenant au triangle de plus intense urbanisation. Cette périphérisation ultérieure de la croissance démographique est d'autant plus significative que même des localités situées complètement hors de la zone centrale (celles appartenant à la classe de potentiel 50 000-80 000), après deux décennies de fortes pertes, ont enregistré une croissance démographique. En même temps, le cœur métropolitain, après un fort passé de développement démographique, subit pour la première fois une perte de population, et, dans les autres localités centrales, on note une reorientation marquée de leur croissance.

- Pendant la période plus récente (1981-88), les taux de variation de toutes les catégories ont ultérieurement baissé, à l'exception de celle des localités à plus faible degré de centralité (jusqu'à 50 000 de potentiel démographique) qui a réduit de moitié son rythme annuel de baisse.

Signalons en particulier la perte sèche de population qui frappe le cœur métropolitain (- 10% en moyenne par an) et la stagnation des autres localités plus centrales.

4.- L'analyse précédente permet déjà d'entrevoir le passage de la phase de polarisation – plus ou moins ponctuelle – de la croissance démographique, propre aux années 1950 et 1960, à la phase de déconcentration urbaine et de revitalisation des zones périphériques, qui s'est matérialisée à partir des années 1970. Toutefois, si on veut vérifier le modèle de transition urbaine, il faut décomposer les taux de variation totale de la population en leurs composantes naturelle et migratoire. De cette façon, on sépare d'un côté l'effet « perturbateur » de la capacité intrinsèque de croissance (mesurée par le solde naturel), qui se ressent profondément de la structure et des événements démographiques passés, et, d'un autre côté, le pur effet de redistribution de la population sur le territoire (mesuré par le solde migratoire)⁽⁶⁾.

La décomposition du solde total en soldes naturel et migratoire n'a malheureusement été possible qu'à partir des années 1960. On a ainsi perdu l'occasion de mesurer, grâce au mouvement migratoire net, l'intensité du processus d'urbanisation des années 1950, processus qui toutefois peut être déduit à partir des taux de variation totaux.

Avant de passer à l'analyse de l'évolution des modèles migratoires des différentes classes de potentiel, il est utile de faire une allusion aux connexions entre mouvement migratoire et mouvement naturel.

Dans les années 1960, on assistait à une relation positive entre solde naturel et solde migratoire. Fondamentalement, les zones frappées par de fortes pertes migratoires enregistraient des accroissements naturels très faibles. Vice versa, les zones, qui étaient le but de flux d'immigration importants, affichaient des bilans naturels nettement positifs. Il fallait mettre cela sur le compte de la structure par âge moins favorable dans les premières zones et non pas l'attribuer à différents régimes de fécondité et de mortalité. D'autre part, la structure par âge la plus défavorable était déterminée par l'émigrations des périodes précédentes. Une sorte de cercle vicieux s'était donc instauré : plus les

zones en bordure du système d'habitat s'appauvrirent par leurs échanges migratoires plus elles étaient destinées à connaître un déficit naturel. On ne voyait pas, à l'époque, la possibilité de rompre cette spirale; il semblait évident qu'au-delà d'un certain seuil, la dégradation démographique provoquerait la dégradation sociale et économique et vice versa.

La reprise, en termes de solde migratoire, des zones marginales durant les périodes suivantes s'avère alors d'autant plus surprenante. Une reprise qui, déjà dans les années 1970, a permis aux communes de la classe de potentiel 50 000-80 000 de combler le déficit du mouvement naturel, et qui, dans les années 1980, a permis aux communes appartenant à la classe de plus faible potentiel de combler les deux tiers du déficit naturel (tableau 3). Pendant la dernière période, on distingue même une relation inverse entre taux de variation migratoire et taux de variation naturelle. A présent, le cercle vicieux semble alors concerner le cœur métropolitain, tout au moins sur le plan strictement démographique.

En focalisant maintenant l'attention, sur les seuls taux migratoires, on voit clairement la transition de la phase d'urbanisation nodale des années 1950 aux stades successifs du modèle pendant les périodes suivantes (tableau 3 et figure 6) :

- L'écart important entre les taux de décroissance migratoire moyens annuels des zones marginales (qui caractérisent une situation de véritable exode) et les taux, au contraire, nettement positifs des zones suburbaines (classe de potentiel démographique 100 000- 150 000), montre comment, dans les années 1960, le modèle est passé par un stade de suburbanisation relative.

- La surprenante homogénéisation entre les taux d'immigration nette des différentes classes de potentiel démographique qui a eu lieu des années 1970 à nos jours

TABLEAU 3.- TAUX MOYENS ANNUELS (p. 1000) DE VARIATION NATURELLE ET MIGRATOIRE PAR PERIODES ET PAR CATEGORIES DE POTENTIEL

Catégories de potentiel	Taux naturels			Taux migratoires		
	1961-71	1971-81	1981-88	1961-71	1971-81	1981-88
Jusqu'à 50 mille	0,88	- 2,99	- 6,35	- 17,22	- 1,97	4,07
50 - 80 mille	2,19	- 1,81	- 4,64	- 9,19	3,83	5,36
80 - 100 mille	4,28	0,67	- 2,28	4,47	5,67	4,90
100 - 150 mille	4,39	1,08	- 2,48	7,71	4,98	3,74
150 - 200 mille	4,25	0,90	- 3,62	18,06	3,71	4,20
200 - 300 mille	6,64	2,54	- 1,72	8,51	2,95	2,42
Plus de 500 mille	2,39	- 2,61	- 5,67	2,37	0,52	- 4,23
Total	3,50	0,22	- 3,63	2,03	2,84	3,01

(6) En réalité, quand on parle de redistribution interne d'un système territorial, il faudrait examiner seulement les migrations à l'intérieur du système. Dans l'impossibilité de le faire, on utilise ici les soldes migratoires globaux de chaque localité; mais alors, lorsqu'on interprète le processus de redistribution interne, il faudrait de quelque façon que ce soit tenir compte du fait que le bilan migratoire avec l'extérieur - qui pour la Toscane a égalé de 3 p. 1 000 en moyenne par an dans les années 1980 - tend probablement à avantager les localités centrales plutôt que les localités périphériques et marginales.

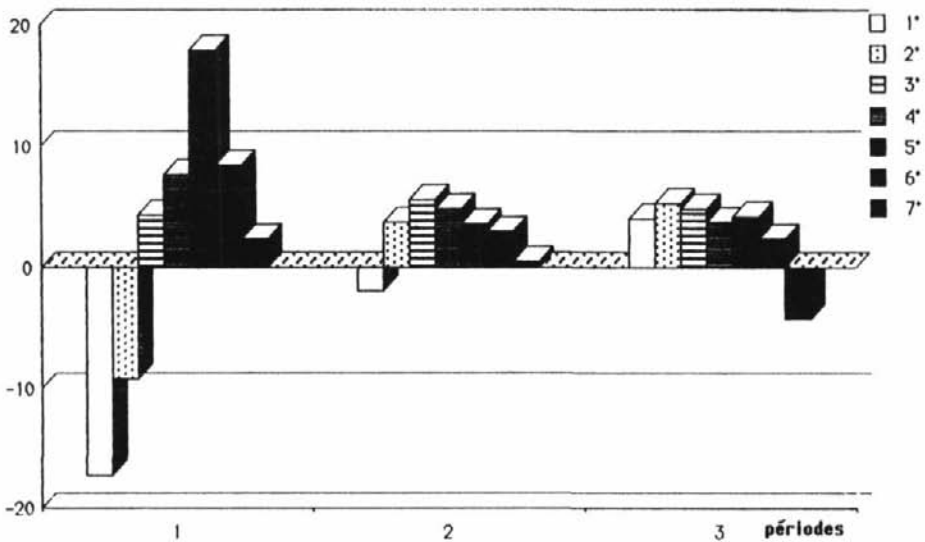


Figure 6. - Solde migratoire (taux annuels p. 1000) par catégories de potentiel démographique par périodes

met en évidence le fait que la localisation des résidences devient de plus en plus indifférente au degré de centralité/urbanité des diverses localités.

• Dans les années 1980, cette substantielle « indifférence » évolue en une sorte de « répulsion » pour les localités centrales. Déjà, pendant la décennie 1971-81, les flux migratoires privilégiaient les localités les moins urbanisées et les moins accessibles du triangle de plus intense urbanisation. Dans les années 1980, ce sont les localités marginales, profondément insérées dans les zones à fortes connotations rurales, qui ont bénéficié des plus forts taux nets d'immigration. En outre, la prérogative d'unique catégorie en décroissance migratoire qui, dans les années 1970, revenait aux localités les plus marginales du système, échoit, dans les années 1980, au cœur métropolitain.

On ne peut certes pas exclure que la structure démographique des zones plus marginales, fortement érodée par les phénomènes de dépeuplement survenus pendant les décennies précédentes, puisse avoir eu une influence sur la détermination d'une baisse des taux d'immigration (du moment que la propension à migrer diminue à partir d'un certain âge). Mais cette considération ne peut servir à expliquer comment ces zones sont passées à des soldes positifs du mouvement migratoire pendant les années 1980. Il faut chercher l'explication dans un comportement différent relativement au choix de la résidence qui s'oriente aussi vers les zones moins centrales, voire vers les zones qui étaient, il y a quelques années, profondément marginales.

Comme la variable « potentiel démographique » exclut, à notre avis, toute équivoque dans la discrimination des localités d'un système selon la centralité et l'urbanité, nous pensons que les plus récents événements démographiques représentent, dans le système d'habitat toscan, la réalisation de la phase de contre-urbanisation.

Si, avec d'autres critères de classification, la querelle entre ceux qui voient, dans les processus actuels de redistribution, la réalisation de stades de suburbanisation ou de périurbanisation et ceux qui les interprètent comme une contre-urbanisation reste entière, à la lumière de notre analyse, il nous semble que les doutes sont dissipés et qu'on doit opter pour cette seconde thèse.

Quand nous parlons de contre-urbanisation, nous ne voulons pas sous-entendre une théorie qui de quelque façon s'oppose à celle qui a expliqué l'urbanisation et la suburbanisation. Une théorie, qui, en impliquant une série de facteurs moteurs et de mécanismes «révolutionnaires», considère le phénomène de déconcentration des résidences comme une rupture avec les modèles passés. Si, dans cette optique, des termes comme contre-urbanisation ou désurbanisation sont responsables d'équivoques, on peut en débattre. Quel que soit cependant le terme utilisé, subsiste le fait que, sur le plan démographique, les événements présents ne sont plus alignés sur la même tendance que les événements du passé même proche.

BIBLIOGRAPHIE

- BARSOTTI O., BOTTAI M. (1988).- « Sistemi gravitazionali e fasi di transizione della crescita demografica », rep. n°19, Dip.Stat.Mat.Univ.Pisa ; communication présentée au colloque « Urbanisation and Innovation », Bari 1988.
- BERRY J.L. (1976).- *Urbanisation and Conterurbanisation*, Sage, London.
- CLIFF, A.D. (1979).- « Quantitative Methods : Spatial Diffusion » (in Progr.), *Human Geography*, vol. 3, pp. 143-152.
- DEMATTEIS G. (1985).- « Contrurbanizzazione e strutture urbane reticolari », in BIANCHI G., MAGNANI L.- *Sviluppo regionale, teorie, metodi, problemi*, F. Angeli, Milano.
- GORDON P. (1979).- « Deconcentration without a Clean Break », *Environment and Planning*, vol. 2.
- HAGGET, P., A.D.CLIFF and A.E.FREY (1977).- *Location Analysis in Human Geography*, London, Arnold.
- HALL P., HAY D. (1980).- *Growth Centers in the European Urban System*, Heineman, London.
- IRPET.- Regione Toscana (1986), *Gli spostamenti giornalieri par motivi di lavoro : Toscana 1981*, Firenze.
- MERLIN P. (1973).- *Méthodes quantitatives et espace urbain*, Masson, Paris.
- TAGLIACARNE G. (1973).- *Atlante delle aree commerciali d'Italia*, A.Mondadori, Milano.
- TERMOTE M.- *Economic Implications of Changing Urban Residence Patterns and Commuting*, (pre-print).
- VAN DEN BERG L., DREWETT R., KLAASSEN L.H., ROSSI A., VIJVERBERG C.H.T. (1982).- *A Study of Growth and Decline*, Pergamon Press.
- VINING D.R., KONTULY T. (1978).- « Population Dispersal from Major Metropolitan Regions », *International Regional Science Rev.*, vol. 3.
- VINING D.R., STRAUSS A. (1977).- « A Demonstration that the Current Decentration of Population in the U.S. is a Clean Break with the Past », *Environment and Planning*, vol. 9.
- WRIGLEY, N. and R.J.BENNET (eds) (1981).- *Quantitative Geography*, London, Routledge-Kegan.